



**ESSAI**

**SUR**

**LA SOCIÉTÉ DE**

**SUFFISANCE**

Ont participé à la rédaction de cet essai :

Alain PHILIPONET

Claire GUILLERMIC

Cyrille LEON

François – Denis MOUAHOU

Jacques ISNARD

Noémi LORGEUX

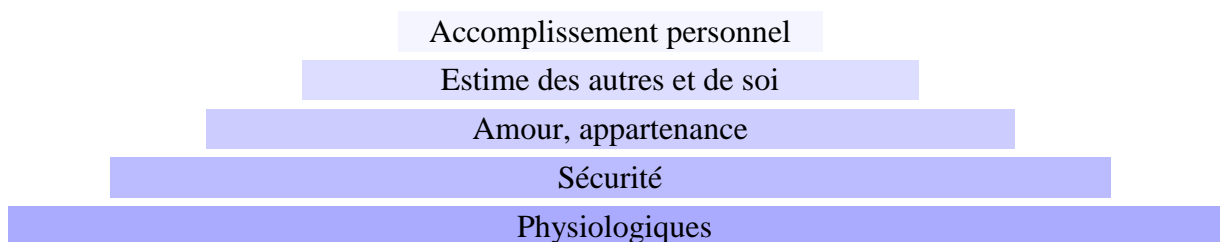
## **Introduction :**

Selon les prévisions des Nations Unies, le XXI<sup>e</sup> siècle connaîtra la fin de la transition démographique mondiale, avec une stabilisation de la population totale dans une fourchette allant de 10 à 12 milliards d'habitants. A l'horizon 2050, la planète devrait compter 9,3 milliards d'habitants. En supposant que les populations des pays en voie de développement continuent d'imiter le mode de croissance et de développement des nations les plus riches, comme commencent à le faire aujourd'hui la Chine, l'Inde ou le Brésil, il faudra à cette échéance de l'ordre de 3 planètes Terre pour faire face à la demande. A moins de condamner d'avance les 2/3 de l'humanité à la misère, ce qui est d'ailleurs déjà un peu le cas aujourd'hui et se situe tout à fait dans la logique capitaliste, fondée sur la primauté absolue de la loi du marché, on débouche sur une impossibilité qui nous conduit logiquement à l'indispensable remise en cause de la société de consommation. Cette remise en cause est également rendue nécessaire par l'écologie. Non seulement nous n'aurons pas 3 planètes Terre à notre disposition, mais nous aurons déjà bien dégradé la seule sur laquelle nous pouvons réellement compter, en raison de la mise en œuvre, pendant de longues années, d'un mode de développement particulièrement prédateur.

Il est donc temps aujourd'hui, en 2009, de concevoir d'autres modes de développement, comme, par exemple, une société de suffisance, se substituant à terme à l'actuelle société de consommation.

Un virage aussi radical suppose la résolution de multiples questions fondamentales, concernant notamment la définition de la nouvelle économie à mettre en place : systèmes de production et de distribution, modes de production d'énergie, rapports du travail salarié à la société. Ces quelques questions n'ont aucune prétention à l'exhaustivité. Elles sont néanmoins au cœur du problème.

Aussi a-t-il été décidé de les traiter en démocrate, c'est-à-dire en humaniste, en recentrant le propos sur les besoins de l'Homme, tels qu'ils ont été définis en 1940 par le psychologue Abraham Maslow.



**Pyramide des besoins**

## 1. Des besoins physiologiques :

### 1.1. Considérations sur la société de consommation :

C'est dans ce domaine que se posent, évidemment, les plus grandes questions à résoudre. Nous entrons d'emblée en plein cœur du problème. Il faut en effet produire pour satisfaire les besoins essentiels : manger, boire, se chauffer, se vêtir.

- Remise en cause ou restauration de l'économie de marché ?

La rupture avec la société de consommation suppose de nouveaux modes de production, dans un marché qu'il faudra adapter à la demande, au lieu de tirer par tous les moyens la demande au plus haut, pour la faire correspondre à une production surabondante. Il s'agit en fait de revenir à une véritable économie de marché, telle qu'elle doit normalement fonctionner, avec une adaptation naturelle entre offre et demande. Revenir à cette saine conception du marché nécessite la fin d'une production d'excès.

Faut-il pour autant renoncer aux bienfaits de la technique et aux bas prix permis par l'effet d'échelle d'une fabrication en série ? Il ne s'agit pas là d'un quelconque retour, plus ou moins nostalgique, à la société du XIX<sup>e</sup> siècle, retour d'ailleurs radicalement impossible dans l'état actuel des choses. Au contraire, la technique doit venir à notre secours, notamment pour la production d'une énergie propre et renouvelable. Quant aux prix, il ne faut pas oublier qu'ils ne sont pas tant le résultat d'une fabrication en série, maintenant généralisée, que d'un dur marchandage, souvent inégal, avec les producteurs de matières premières ou les sous-traitants. Que dire également dans ce domaine des salaires et charges sociales, par endroits tellement bas que le travail en devient presque esclave, ainsi que de l'emploi clandestin, infantile ou carcéral, dans la formation des prix de revient ? Il est clair qu'une concurrence pure et parfaite suppose la prise en compte d'un sixième critère, pourtant absent dans la théorie de Frank Knight : l'uniformité dans la rétribution du travail. Si ce critère n'est pas respecté, il importe d'apporter les correctifs nécessaires pour mettre à égalité les acteurs de la chaîne économique, sous peine d'assister à des drames sociaux à répétition dans les pays développés, ainsi qu'à la pérennisation de conditions de travail indignes dans les pays les moins avancés.

D'une certaine manière, une intervention à caractère étatique s'impose, non pas pour contrarier le fonctionnement de l'économie de marché, mais pour en corriger les dysfonctionnements. C'est normalement le rôle d'institutions comme le Fonds Monétaire International (F.M.I.) ou l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.). Force est de reconnaître que ces organisations ont failli à cet égard et que leur bilan est loin d'être positif. Nous ne sommes plus au lendemain de la II<sup>e</sup> Guerre Mondiale. L'ordre libéral adopté à cette époque ne correspond plus aux défis d'aujourd'hui. Il a apporté la prospérité pendant les Trente Glorieuses. Depuis les années 80, il n'a généré qu'injustice, aggravation des inégalités sociales, ainsi qu'élargissement du fossé entre pays développés et pays de moins en moins en voie de développement, à quelques exceptions près (Chine, Inde, Brésil notamment). Encore ces exceptions se discutent-elles, dans la mesure où des inégalités criantes perdurent au sein de ces pays et laissent encore de côté une majorité de la population, pour laquelle la part de gâteau reste aussi maigre qu'autrefois, voire plus maigre encore.

On peut s'interroger, également, sur la rémunération du travail. On a déjà souligné la nécessité d'une certaine harmonisation dans la rétribution du travail, si l'on veut permettre à chacun de pouvoir vivre de façon décente. Si la mondialisation a permis à chaque nation, à chaque conglomérat, de se mettre en concurrence, elle a surtout permis de valoriser des systèmes. La rémunération de l'argent étant devenue plus importante que celle du travail, il apparaît logique de faire baisser les coûts de production pour valoriser l'actionnariat dans l'entreprise, c'est-à-dire la rémunération d'argent au détriment de celle du travail. D'ailleurs, l'exemple vient de haut, il suffit de voir les affaires ayant récemment, en pleine crise, défrayé la chronique.

- Quel mode de commercialisation ?

A ce stade du débat, un coup de projecteur sur les modes de distribution actuels s'impose. Il semblerait que depuis quelques décennies, les centrales d'achats aient phagocyté les modes de distribution, réduisant fortement ou rendant quasi-impossible la mise en place de systèmes parallèles.

La crise du lait nous a démontré que les producteurs étaient fortement dépendants du bon vouloir des distributeurs et des conditionneurs. Cette aberration fait porter tout l'effort aux producteurs, quitte à les faire disparaître ! Mais comment vendre du lait, s'il n'y plus de producteurs ? En l'important bien sûr, puis en maintenant les pays producteurs dans une certaine soumission aux prix de revient, à nouveau au détriment de leurs petits producteurs nationaux. En effet, il ne s'agit pas de sacrifier ces pays pour le bien-être de quelques-uns, mais de trouver des solutions communes, pour que tous puissent vivre raisonnablement et en harmonie ; il est vraiment aberrant que certains pays producteurs voient leurs populations ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins par le fruit de leur travail.

Ce qui est valable pour le lait l'est également pour les autres produits. La demande en produits issus de l'agriculture biologique est de plus en plus forte mais l'offre est loin d'être proportionnelle ; les associations de consommateurs, AMAP et autres, ainsi que différents organisateurs de modes de distributions alternatifs ont du mal à trouver des producteurs pouvant répondre à leur besoins.

Alors, faut-il manger des fraises en février ? Est-il nécessaire de faire venir du bout du monde des vêtements que l'on peut fabriquer sur place ? Est-il juste de vendre 57 Centimes le litre de lait quand on le fait vendre à perte par les producteurs à 21 Centimes le litre ? Si l'on privilégie la pérennisation de nouveaux besoins créés de toutes pièces au siècle dernier, ou si l'on donne la priorité aux prix permis par une concurrence biaisée, oui. Si l'on fait parler le simple bon sens, non.

Les objectifs de vente de la grande distribution ont été un des vecteurs de ces distorsions. Il ne s'agit pas là de la clouer définitivement au pilori et de demander sa disparition. Néanmoins, d'autres formes de distribution, réellement concurrentielles, s'avèrent nécessaires. En effet, en France, environ 60 millions de consommateurs et 300 000 producteurs de l'agro-alimentaire sont confrontés à peine à cinq super centrales d'achat et quelques dizaines de multinationales.

Au premier rang des autres formes de distribution, le petit commerce traditionnel doit reprendre toute sa place dans l'offre de vente. En particulier, il peut retrouver un second souffle en assumant le rôle de vente locale de biens produits sur place. On peut également envisager des groupements de producteurs pour la promotion et la vente directe de leurs produits, sous forme coopérative ou associative, la législation en vigueur offrant à cet égard un large éventail de possibilités. Il s'agirait de favoriser ces modes de distributions qui permettraient de rapprocher producteurs et consommateurs, sans que les distributeurs interfèrent plus que nécessaire !

## 12. Examen des besoins :

- Manger et boire :

Cette double question pose un effroyable dilemme.

Nourrir plus de 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050 nécessite de hauts rendements. Or, ces hauts rendements ne peuvent être obtenus qu'en nuisant à la planète et aux gens qui y vivent, à grands coups de pesticides, engrais, etc. Bien entendu, l'idéal serait de revenir à une agriculture respectueuse de l'environnement.

Tout au moins peut-on éviter de consacrer des surfaces de plus en plus importantes pour la production d'agro – carburants ou pour la production de cultures d'exportation, au détriment de l'agriculture de subsistance, notamment dans les pays du sud. Sans doute faudra-t-il aussi et surtout modifier nos modes de consommation, avant que les populations des pays en voie de développement ne nous imitent massivement et renoncent à leurs propres modes de consommation ancestraux. Est-il absolument nécessaire de manger tant et de fabriquer des obèses ? Est-il surtout nécessaire de manger si mal, avec tant de sucres et de matières grasses ? La société de consommation n'est-elle pas responsable de ces dérives condamnables ? Une société de suffisance, adaptée à la demande, est à cet égard plus qu'une piste à explorer : c'est une nécessité.

Par ailleurs, il faudra aussi se tourner vers la technique pour lutter contre la désertification, l'enjeu de l'eau étant d'ores et déjà un des enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais la technique seule ne saurait tout faire, si elle n'est secondée par une utilisation rationnelle et responsable de la ressource existante. Des aberrations comme Las Vegas sont maintenant inadmissibles. De même, l'imagination doit prendre le pouvoir pour exploiter toutes les pistes possibles, mêmes celles qui paraissent les plus farfelues : captage de l'eau contenue dans l'air, multiplication des retenues d'eau de ruissellement, etc.

Enfin, la « malbouffe », condamnée par José Bové, réclame examen. Un exemple est révélateur à cet effet. Une association d'une petite ville organise une « pilerie », à savoir la production artisanale de cidre au pressoir, au profit des résidents de la maison de retraite locale. La fête est particulièrement réussie, rien n'y manque et tout le monde est content. Mais que faire du cidre ? La plus élémentaire des logiques voudrait qu'on le donne à consommer aux anciens de la maison de retraite, qui en auraient eu pour plusieurs mois. Quelle horreur, un produit entièrement naturel ! Vous n'y pensez pas ! Est-il lyophilisé, pasteurisé, aseptisé, « désucrifié », « décidrisé » ? Et les anciens ont dû se contenter du cidre du commerce, dûment labellisé, avec ses sulfites, bien entendu.

La rentabilité de l'agriculture biologique est conditionnée à son mode de distribution. Bien qu'il ne soit pas forcément exact de prétendre qu'un produit biologique est systématiquement plus cher qu'un produit non biologique, l'éventuel surcoût peut largement être absorbé par une vente de proximité, privilégiant les circuits courts, tout en garantissant aux producteurs un juste prix, leur permettant de vivre de leur travail sans être subventionnés. Quant aux produits non biologiques, l'intervention de l'Etat s'avère indispensable pour contraindre les producteurs secondaires au respect de normes sanitaires sévères, ainsi qu'à la transparence. L'idée révolutionnaire de faire manger de l'herbe aux bovins plutôt que des farines animales, ainsi que d'autres idées farfelues de cet acabit, dans les autres domaines de la production alimentaire, doivent s'imposer sans discussion. Le recours aux additifs chimiques doit être étroitement réglementé et surveillé.

- Se chauffer :

Ce besoin a un rapport direct avec la production d'énergie.

Dans ce domaine, le recours aux énergies renouvelables est déjà largement entamé. Néanmoins, il n'est pas sans poser de nombreuses interrogations. Par exemple, des projets pharaoniques d'énergie solaire en plein désert sont totalement muets sur la nature des fluides nécessaires au fonctionnement du système. S'il s'agit d'eau, où ira-t-on donc la chercher ? L'énergie éolienne est également fortement contestée. Un des reproches majeurs qui lui est fait est l'impossibilité de stocker l'énergie produite : l'utiliser, au moment de la production, pour remonter de l'eau en amont d'une retenue est un moyen de stockage tout à fait efficace...CQFD ! Néanmoins, il semble plus viable, en termes d'énergie renouvelable, de miser sur la multiplication de petites réalisations individuelles ou collectives à petite échelle, plutôt que sur des installations de grande taille, à l'instar du mode de production hydraulique, nucléaire ou thermique. On arrive malgré tout à produire de la sorte une quantité tout aussi significative d'énergie, les petits ruisseaux faisant les grandes rivières. Au-delà des énergies éolienne, solaire, géothermique ou aérothermique, des initiatives de retour à la filière bois ou à l'exploitation des déchets permettent déjà d'alimenter des équipements collectifs dans certaines villes pionnières.

Néanmoins, le coût de ces équipements n'est pas à la portée de toutes les bourses. Les exemptions d'impôts consenties aux particuliers qui recourent à ces installations sont non seulement bénéfiques pour ces personnes, mais aussi pour les entreprises spécialisées impliquées dans ces technologies. Est-ce suffisant ? Certainement pas. Là encore, des pistes sur le financement collectif de telles installations sont à explorer, qu'il s'agisse d'immeubles équipés dès la construction ou post-construction, qu'il s'agisse d'initiatives des mairies, par exemple dans le cadre du logement social, ou qu'il s'agisse d'initiatives de groupements de citoyens, intéressés dans ces modes de fourniture d'énergie.

Il s'agit aussi d'organiser et de projeter de futurs modes de productions. Actuellement, il s'agit plus d'initiatives individuelles, favorisées par des avantages fiscaux, que d'une conscience collective dictée par la raison. Le rôle de l'information et de l'éducation est à cet égard primordial, afin de permettre au consommateur de s'y retrouver et de ne pas dépendre de producteurs et fournisseurs parfois peu recommandables.

## **2. Des besoins de sécurité :**

Sécurité, sécurité, que ne fait-on pas en ton nom !

### 21. L'instauration de la peur en système :

La fin du XX<sup>e</sup> siècle et, a fortiori, le début du XXI<sup>e</sup> siècle ont généré des professionnels de la peur et de la déresponsabilisation. Tout devient dangereux : ce que l'on mange, ce que l'on boit, l'air que l'on respire, la circulation, les risques de l'insécurité, les risques domestiques, les risques d'incendie, les conséquences des aléas climatiques, etc. ; la liste est sans fin. Qu'il y ait du vrai dans tout cela, personne ne le conteste. Mais trop de vertu tue la vertu. L'excès en est venu à provoquer deux conséquences : la déresponsabilisation des individus au profit de la collectivité ; son corollaire, à savoir le recours à la justice généralisé, contre ceux sensés fabriquer autour des individus un cocon protecteur totalement étanche, nouveau contrat social entre la société et ses gouvernants.

Sur un chemin communal, certes relativement fréquenté et sous forme de ligne droite de deux kilomètres, un riverain exige du maire la construction de chicanes pour réduire la vitesse, car il est père d'une famille de deux enfants. Cette exigence ne serait jamais venue à l'idée des générations précédentes. Confrontés à ce risque, les parents auraient assumé leur responsabilité parentale en construisant une clôture autour de leur propriété, à leurs frais bien entendu. Ils auraient en complément éduqué leurs enfants sur les risques de la route passant en face de chez eux et, surtout, ils les auraient surveillés. Or, convaincu du bien fondé de ce déplacement de responsabilité, le conseil a voté la construction de la dite chicane, aux frais de la collectivité. Cet exemple illustre à quel point le citoyen moderne est devenu un irresponsable, infantilisé par un prêt à penser omniprésent et tyrannique, complaisamment relayé par des médias tout à la fois censeurs et spectateurs.

Supposons maintenant que la fameuse chicane n'ait pas été mise en place et que, par malheur, un accident ait eu lieu impliquant les enfants de ce père de famille. En supposant encore que ce dernier n'en ait pas eu l'idée lui-même, un cabinet d'avocats se serait hâté d'envoyer l'un des siens lui expliquer qu'il pouvait se retourner contre le maire et être dûment indemnisé. Bien entendu, le cabinet d'avocats en profiterait pour percevoir sa part au passage. Que dire des fumeurs qui gagnent des procès parce qu'ils ont, malheureusement pour eux, un cancer du poumon ? Que dire des ridicules modifications d'images ou de photographies célèbres, représentant initialement un personnage cigarette ou pipe au bec, que l'on affuble d'un brin d'herbe ou de tout autre chose en lieu et place de l'objet du délit ?

Ce n'est certainement pas notre génération qui aurait découvert les Amériques, même si elle peut se vanter d'être allée sur la Lune ! D'un autre côté, on peut se vanter de l'absence d'un Cortès dans nos contemporains...

22.

23. Examen des besoins :

Se loger, disposer de revenus, être protégé, avoir une vie familiale ou affective satisfaisante, se soigner, relèvent des besoins de sécurité.

- Se loger :

Il est aujourd'hui inadmissible de savoir qu'il existe des personnes, disposant d'un revenu et ne pouvant se loger, faute de moyens financiers suffisants. L'augmentation régulière des « sans domicile fixe » depuis les années 70 et les morts de froid de chaque hiver constituent un scandale permanent, pour un pays figurant dans le club des plus riches de la planète. Au temps de l'abbé Pierre et des débuts des Compagnons d'Emmaüs, on pouvait en rendre responsables les conséquences de la guerre. Qui peut en être rendu responsable aujourd'hui ?

Avant de songer à faire des Français un peuple de propriétaires, c'est sans doute au peuple des trottoirs et des bouches de métro qu'il faudrait penser en priorité. Directement lié à la grande finance internationale, au point d'être à l'origine de la crise économique actuelle, le secteur de l'immobilier incarne de manière caricaturale les dysfonctionnements de l'économie de marché : vendre à tout prix, à n'importe qui et n'importe comment, du moment qu'on vende et que la société présente des bilans annuels dégagant des dividendes supérieurs ou égaux à 15%, au profit des bienheureux et tout puissants actionnaires. Il importe donc de restaurer le fonctionnement normal du marché immobilier d'une part, d'accroître l'offre de logements sociaux d'autre part, ce qui aura comme conséquence inéluctable de mettre fin à la rareté et de faire baisser les prix. Enfin, il importe également de rendre confiance aux propriétaires, bien des logements restant vacants en raison de la crainte de locataires impécunieux ou indélicats. En clair, il faut légiférer.

Il convient également d'examiner de près une expérience étrangère originale, celle des « mutirão » au Brésil, notamment dans l'Etat de Goiás. La commune fournit la terre ; l'Etat fournit les matériaux et les outils ; les occupants fournissent le travail et le savoir-faire...et des quartiers, des villages naissent, à bon marché ! Sans aller si loin, c'était, somme toute, l'expérience de l'Abbé Pierre dans les années 50 ! Est-ce encore possible en France, sans qu'une cohorte de normes de sécurité n'intervienne pour empêcher la chose ?

Enfin, il serait si simple que les lois soient appliquées : que dire de ces villes qui préfèrent payer des taxes plutôt que de faire construire des logements sociaux sur leur territoire ? Ne faudrait-il pas trouver des moyens plus contraignants ?

- Disposer de revenus : vers un nouveau rapport du travail salarié à la société ?

Le plein emploi est-il encore possible ? Le travail salarié a été généralisé par la Révolution Industrielle des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles pour les besoins de l'industrie naissante, caractérisée par de grosses structures gourmandes en main d'œuvre.

L'évolution de la société d'aujourd'hui permet de s'interroger sur la pertinence de la persistance de cette forme de travail salarié. Certes, ces emplois ont maintenant massivement migré vers la production de services, et le retour à la société agricole d'antan n'est pas envisageable. Néanmoins, le XXI<sup>e</sup> siècle ne présente-t-il pas de nouvelles opportunités, dans des domaines autrefois inexistantes, voire dans des domaines abandonnés au nom de la sacro-sainte rentabilité ? Le citoyen micro - entrepreneur est un bon exemple de ces opportunités. Il est en effet à même de les saisir avec la souplesse d'une structure réactive et adaptable, comme les nouvelles lois lui en donnent l'occasion. On peut également mentionner ici la reconstitution ou la revivification des circuits de distribution de proximité, détruits ou négligés par l'hyper - concentration des grandes surfaces, nécessaire pour satisfaire aux exigences de la société de consommation.

Plus hérétique encore dans le cadre de la pertinence du travail salarié, est-il absolument nécessaire de persister à confier des emplois à faible valeur ajoutée, dégageant des revenus insuffisants, à des personnes qui en vivent de plus en plus mal ? Quid du fameux service citoyen dont on parle tant, mais qu'on ne voit jamais venir ? Quid du citoyen participant, au sens du référendum manqué du Général de Gaulle sur la participation ? La combinaison des ces formes de travail et d'actionariat ne peut-elle pas se substituer au salariat, sans pour autant tomber dans les excès condamnables des fonds de pension étasuniens de sinistre mémoire ? Il importe également de rétablir une administration saine des entreprises, investissant dans leur développement et dans la recherche, tout en rémunérant les citoyens partenaires en fonction de leur participation et des profits réels dégagés. D'ailleurs, il fut un temps, pas si éloigné, où des économistes actuellement en poste de responsabilité instituaient la règle des trois tiers pour l'utilisation des revenus d'une entreprise : les salariés, l'investissement, l'actionariat. On en est loin ! Le retour à un certain équilibre est indispensable et doit être, s'il le faut, imposé par la loi. Il y a actuellement trop peu de gens gagnant de grosses sommes au tiercé ou à la loterie pour que le grand public imagine ce qu'une personne peut bien faire de ses revenus, lorsqu'ils se comptent en millions d'euros sur une année. Face à des défis remettant en cause, de manière fondamentale, la société actuelle, il faut de l'imagination, encore de l'imagination et toujours de l'imagination pour s'adapter en temps utile, sous peine de disparaître, comme les dinosaures.

Mais alors, si on admet que le plein emploi n'est plus possible, comment dégager les revenus nécessaires aux personnes ne disposant pas d'un travail salarié ou indépendant ? En observant et en institutionnalisant ce qui se fait déjà à grande échelle : le travail non déclaré, voire clandestin, et les échanges de savoir, nouvelle forme de troc. Cette économie informelle fait déjà vivre plus d'un ; elle existe, et l'éradication du travail non déclaré ou clandestin s'est avérée impossible. C'est donc une nécessité. Véritable filet de sécurité, il faut créer un secteur économique parallèle au secteur officiel, destiné à accueillir provisoirement ceux qui en sont exclus, et qui leur soit réservé. Ainsi, ceux qui prennent des risques dans le secteur officiel savent, qu'en cas d'insuccès, ils ne seront pas condamnés au chômage et au déclassement social, mais qu'ils pourront se refaire des forces dans le second secteur pour repartir ensuite au plus tôt dans le premier. Pour cela, il faut que le premier secteur soit financièrement plus attractif que le second, sous peine de faire perdre à ce système économique parallèle son caractère provisoire et de les mettre tous deux en concurrence l'un avec l'autre, ce qui n'est évidemment pas le but recherché.

Mais où est alors l'égalité ? Pense-t-on à recréer des classes sociales ? Qu'on prenne donc le risque d'aller parler d'égalité aux sans domicile fixe qui dorment sur les trottoirs ! Mettons fin, au mieux, à la politique de l'autruche, au pire, à l'hypocrisie ! L'égalité sociale, hélas, n'existe pas. Cela ne veut pas dire qu'il faut se réfugier derrière ce constat pour ne rien faire, arguant des lois immuables de l'économie. Bien au contraire, il faut en prendre acte mais aménager cette situation pour que chacun puisse vivre. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen établit des hommes naissant et demeurant « libres et égaux en droits ». Pour donner à chacun les mêmes chances, il faut à nouveau étendre ce champ d'égalité à l'éducation et la santé, ce qui est, hélas, de moins en moins le cas aujourd'hui, même si ce le fût autrefois. En effet, les fonctions régaliennes de l'Etat sont actuellement mises à mal : que ce soit l'éducation, la santé, ou la justice, le bien commun, c'est-à-dire ce qui est accessible à l'ensemble des citoyens quels qu'ils soient, semble de moins en moins partagé sous prétexte de logique budgétaire et comptable s'imposant à ces différents vecteurs de cohésion sociale. Le système économique parallèle aurait donc pour objectif de fournir à ceux qui en ont provisoirement besoin les ressources nécessaires à une vie digne et la meilleure possible, ainsi qu'un tremplin pour retourner dans le système concurrentiel, qui reste malgré tout le système de référence. En outre, la légalisation du travail clandestin mettrait fin à cette forme moderne d'esclavage, tout en privant les filières mafieuses qui l'organisent des juteux profits dont elles font actuellement leurs choux gras.

Les caractéristiques de ce système seraient :

- une différenciation par rapport au système concurrentiel ;
- une ouverture restreinte au marché ;
- son caractère provisoire ;
- une rémunération inférieure à celle du système concurrentiel ;
- l'intervention de l'Etat.

La différenciation par rapport au secteur économique officiel serait caractérisée par l'absence d'impôts et de charges, de manière à générer des prix inférieurs à ceux du marché. Pour ne pas pénaliser le secteur économique officiel, il convient de restreindre la chalandise du secteur économique parallèle à ses seules parties prenantes, à en faire, en quelque sorte, un système étanche, fermé sur lui-même. Par ailleurs, une rémunération règlementée, inférieure aux rémunérations du système concurrentiel, devrait assurer un caractère provisoire au passage des personnes dans ce second secteur. Pour le créer, l'animer, le protéger et le faire vivre, il est clair que l'intervention de l'Etat, même la plus lointaine et discrète possible, s'avère indispensable. Même coûteux, ce système ne le serait pas plus que les actuelles indemnités de chômage et aurait au moins l'avantage d'être productif, tout en gardant leur dignité à ses bénéficiaires.

- Être protégé de l'insécurité :
- La délinquance :

Ce domaine est un des domaines privilégiés des professionnels de la peur. Ce thème inépuisable fait régulièrement les choux gras des régimes autoritaires, qui ont parfois bâti leur popularité et pris le pouvoir grâce à ce formidable tremplin. En fait, de quoi s'agit-il ?

A-t-on déjà vu l'insécurité s'installer dans une société où tout un chacun dispose, au moins, d'un minimum acceptable pour vivre dignement ? La réponse est non. Il suffit à cet égard de faire la comparaison avec les trente glorieuses et de s'apercevoir que la situation actuelle a commencé à se détériorer dans les années 70, avec la première crise pétrolière. Dans ce cadre, il est clair que le traitement du sujet est avant tout social et économique. La lutte contre l'insécurité ne peut se faire en privilégiant la forme au détriment du fond : bien sûr, le tout répressif est avant tout une forme de communication et n'engendre pas de bons résultats à long terme ; alors que, la mise en place de moyens éducatifs et d'encadrement semblent plus efficace dans la continuité.

Néanmoins, si l'on revient au domaine sécuritaire pur, on constate que la montée en puissance régulière des forces de l'ordre n'a pas réussi à enrayer la délinquance. Il est vrai qu'elle se heurtait simultanément à une détérioration tout aussi régulière de la situation économique. Il existe maintenant des zones de non droit, qui sont autant de bastions où la police ne se risque plus qu'en force, pour des opérations ponctuelles dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire le contraire de ce qu'il faut faire pour contrôler une zone et pour avoir auprès de ses habitants une image favorable. Par ailleurs, la recrudescence des amendes, notamment sur la route, et une certaine dérive autoritaire des pratiques policières ne contribuent pas à la popularité de l'institution.

« Embellir » les zones périurbaines, comme il est envisagé de le faire dans la politique du grand Paris, c'est bien, mais est-ce suffisant ? Au-delà de la nécessité, déjà démontrée, d'agir de manière prioritaire sur l'emploi, les conditions de vie de ces populations françaises doivent être significativement améliorées. Ces bastions de non droit doivent être reconquis ou détruits. Leur destruction a déjà commencé avec celle des tours de certains quartiers sensibles. Au-delà de cette solution radicale, leur reconquête passe par la présence des institutions de la république dans ces zones qu'elle a plus ou moins désertées : commissariat avec police de proximité ; acteurs sociaux ; école d'excellence ; zones franches avec implantation de commerces et d'entreprises ; dispensaire.

S'il le faut, dans des cas extrêmes, une simple présence de la troupe, aléatoire dans le temps et dans l'espace, avec un accompagnement d'officiers de police judiciaire, gênerait, puis neutraliserait à terme les activités illicites qui y sont conduites pour l'instant en toute tranquillité. A terme, elle générerait à un retour à une situation de normalité relative, à la mesure des seules forces de police. Cette solution a déjà été appliquée ailleurs, à Rio de Janeiro par exemple, dans des « favelas » contrôlées par des milices mafieuses lourdement armées ; l'autorité de l'Etat y a été rapidement rétablie sans un seul affrontement. Elle a également déjà été appliquée en France avec le dispositif VIGIPIRATE, dont un des effets induits les plus spectaculaires a été une baisse significative de la délinquance dans les zones patrouillées. Une simple opération de relations publiques et d'information sur les carrières militaires dans un centre commercial a d'ailleurs étonnamment le même résultat ! Il faut cependant éviter l'écueil de banaliser ce genre d'actions et les conduire, en conséquence, qu'en toute dernière limite et de manière provisoire.

- La prévention des risques naturels et technologiques :

S'il est un domaine où l'Etat est exemplaire, c'est bien celui-ci.

Gérée en préfecture par les services interministériels régionaux des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (S.I.R.A.C.E.D.-P.C.), la prévention des risques naturels et technologiques fait l'objet d'une planification rigoureuse, mise à jour et testée régulièrement par des exercices, parfois aussi, malheureusement, par des incidents et catastrophes réels. Les intervenants de terrain dans ce domaine, notamment pompiers et service d'assistance médicale d'urgence (S.A.M.U.), font preuve d'un professionnalisme reconnu.

Ne pas baisser la garde serait déjà bien, perfectionner le système encore mieux.

- La défense :

La défense a été considérée, depuis 1981, comme une variable d'ajustement du budget de l'Etat. La « fin de l'Histoire » et les « dividendes de la paix », consécutifs à la chute du Mur de Berlin, n'ont rien arrangé dans ce domaine. Il en résulte, aujourd'hui, que la France a perdu la capacité d'une action militaire autonome hors de ses frontières, et qu'elle ne peut plus le faire qu'au sein d'une alliance de circonstance.

Avant de répondre à la question de savoir si une telle situation est acceptable, il convient de s'interroger sur ce qu'on demande de nos jours à notre défense. Il n'existe plus de menaces aux frontières. Dans un univers mondialisé, où les nations dites occidentales détiennent une suprématie conventionnelle indéniable, essentiellement due à leur niveau de technologie, les menaces ont changé de nature et sont devenues asymétriques, non conventionnelles. On ne peut nier que le terrorisme a trouvé son berceau au Moyen Orient, après que les nations arabes aient démontré l'impossibilité de vaincre Israël dans une guerre classique. Dans ce cadre, notre défense joue, en dehors du territoire national, un rôle de stabilisation des conflits pouvant dégénérer et avoir des conséquences sur le territoire national. Le maintien de capacités de combat symétrique, contre un adversaire disposant de puissantes forces armées conventionnelles, de même niveau technologique, relève maintenant de la volonté de ne pas perdre cette aptitude, qu'il serait très difficile, voire impossible de recréer rapidement en cas de besoin.

A cet égard, perdre la capacité d'une action militaire autonome hors de nos frontières n'est pas scandaleux, si on parvient à donner corps à la politique de sécurité et de défense commune (P.S.D.C.). On en est loin, le deuxième pilier de l'Union étant, pour l'instant, réduit à son plus petit dénominateur commun, les missions de Petersberg. Il faut donc pousser les feux dans ce domaine, quitte à déroger à la sacro-sainte unanimité et à avancer avec un groupe d'Etats membres intéressés et volontaires. Dans le même ordre d'idée, à l'heure où on essaie de construire l'Europe de demain, il serait plus judicieux de s'inscrire dans l'élaboration d'une force européenne, plutôt que de faire allégeance à l'OTAN, éloignant ainsi les espoirs d'une force armée communautaire européenne. En attendant, il nous faut continuer à préserver les capacités essentielles, au premier rang desquelles le renseignement et la projection de forces doivent occuper une place privilégiée.

- Avoir une vie familiale et affective satisfaisante :

Ce domaine relève essentiellement de la vie privée de chacun. Néanmoins, il y a malgré tout de quoi dire, si l'on prend en compte la société d'aujourd'hui.

La natalité est une question épineuse. La France, comme l'Europe, a terminé sa transition démographique. Elle fait pourtant encore preuve d'une certaine vitalité, avec un nombre d'enfants par femme en âge de procréer supérieur à l'ensemble des Etats du continent, mais pour combien de temps encore ? Or, renouveler les générations est une nécessité impérieuse, sous peine d'enclencher une dynamique de dépopulation, dont les conséquences seraient dramatiques dans bien des domaines. En particulier, le financement du système de retraite par répartition s'apparenterait dans sa gestion à la faillite d'une pyramide de Ponzi, ce qui est d'ailleurs déjà un peu le cas aujourd'hui. Tous les systèmes sociaux et de santé seraient lourdement déstabilisés. Enfin, une société âgée ne générerait plus la prise de risque indispensable à l'innovation et à l'esprit d'entreprise, qui font la force d'une nation.

Une politique encourageant deux enfants par famille, soit le renouvellement des générations, devrait permettre, après la disparition du « papy boom », le rééquilibrage de la démographie française. La reconnaissance du travail de la mère au foyer et la facilitation de la vie des mères au travail, apparemment antinomiques, constituent au contraire deux pistes tout à fait complémentaires à cet égard, respectant la liberté de chacune et concourant finalement au même objectif nataliste. Dans la mesure des moyens financiers disponibles, avantages sociaux spécifiques à partir du deuxième enfant et capacité d'accueil accrue en crèches pourraient y contribuer efficacement. Enfin, les mentalités doivent évoluer et ce sera difficile, dans une société essentiellement productiviste, où la grossesse est considérée comme une atteinte à la capacité de travail et une perte financière, plutôt que comme ce qu'elle doit être normalement, à savoir un heureux événement. Une femme doit pouvoir combiner harmonieusement vie professionnelle, sociale et familiale sans culpabiliser, en s'épanouissant dans chacune de ces vies.

Que dire maintenant, dans une société disposant d'outils de communication comme jamais on n'en a vus précédemment, de la solitude qui accable nos contemporains ? Et si nous retrouvions le sens de la convivialité, du contact humain ? Comment être plus attractif qu'un jeu vidéo ? Deux réponses peuvent peut-être être proposées à cet égard. Et si on le faisait, ce fameux service citoyen ? Ne créerait-il pas des solidarités, que même le défunt service militaire, pourtant reconnu à cet égard, était malgré tout incapable de créer, en incluant les deux sexes, les jeunes de toutes conditions physiques et les bénéficiaires des prestations servies ? Par ailleurs, le secteur associatif, déjà riche dans notre pays, a un rôle clé à jouer dans ce domaine. Actuellement refuge de retraités en mal d'activité, il faudrait le rendre attractif pour des plus jeunes. Ne nous leurrions pas, on n'attrape pas les mouches avec du

vinaigre. Il faudra bien en venir à concéder un avantage ou introduire un peu de coercition : un avantage fiscal ou le secteur associatif comme réserve du service citoyen ?

- Se soigner :

Voilà bien un domaine actuellement menacé.

« Donner selon ses moyens, recevoir selon ses besoins » était l'idée généreuse qui a présidé, après guerre, à la mise en place de la sécurité sociale. Qu'en est-il aujourd'hui ? Certes, la durée de la vie s'est considérablement allongée. Des soins et des examens beaucoup plus sophistiqués ont fait leur apparition. Qui s'en plaindrait ? Apparemment, les comptes de la sécurité sociale. Bien sûr, l'apparition de ces différents facteurs les a déstabilisés. Alors, que faire ? Les gouvernements successifs ont mis en place divers dispositifs, ayant tous pour point commun de diminuer la protection offerte aux Français : forfait hospitalier, franchises médicales, déremboursement de médicaments, etc. Les mutuelles se sont immédiatement engouffrées dans la brèche pour développer une activité d'assurances, destinée à compenser les frais induits pour le citoyen par cette nouvelle exposition au risque. Ainsi voit-on l'amorce d'un système à l'anglo-saxonne, avec une assurance maladie payée par ceux qui en ont les moyens, et à laquelle les plus défavorisés n'ont pas accès. Nous sommes devant un choix de société, qui suppose d'interroger tout simplement les Français en leur demandant ce qu'ils veulent en la matière, quitte à en payer le prix s'ils souhaitent conserver le système humaniste mis en place après guerre. Encore faut-il que ce prix soit payé de manière juste, conformément au principe de base précédemment énoncé.

Se soigner suppose également de s'interroger sur l'hôpital et ses moyens. On étonnerait bien certains en leur disant qu'un hôpital est principalement fait pour soigner, et non pour gagner de l'argent. C'est pourtant la logique comptable qui prévaut actuellement et qui génère certaines choses assez surprenantes, comme ces infirmières espagnoles ou ces médecins étrangers en formation, sans lesquels le système ne pourrait fonctionner correctement. Que dire aussi des dissolutions ou du regroupement de structures hospitalières, avec les inévitables conséquences pour les populations locales concernées ?

Enfin, la logique comptable génère également une grave dérive éthique. Que penser de ces médecins renégats qui refusent de soigner des personnes sous le régime de la couverture médicale universelle ? Le serment d'Hippocrate ne contient-il pas l'obligation de « soigner le pauvre » ? Un personnel de santé n'est pas un professionnel comme les autres. Il intervient sur le soulagement de la souffrance, sur la préservation de la vie. Avant de vivre de son art, il rend un service d'humanité à ses concitoyens. Beaucoup l'ont oublié.

L'avenir de notre système de santé et de retraite dépend essentiellement de nos politiques ; les solutions existent mais elles sont loin de faire l'unanimité. On a parlé fut un temps d'instaurer une taxe sur les déplacements en avion. Pourquoi ne pas instaurer une taxe sur les mouvements financiers ? Même une taxation à 0.001% rapporterait suffisamment. De plus, elle permettrait d'éviter des mouvements spéculatifs par anticipation.

### **3. Des besoins de reconnaissance et d'appartenance sociale :**

Ce besoin passe par l'identité propre (nom, prénom), le besoin d'aimer et d'être aimé, d'avoir des relations intimes avec un conjoint (former un couple), d'avoir des amis, de faire partie intégrante d'un groupe cohésif, de se sentir accepté et, conséquence logique, de ne pas se sentir seul ou rejeté.

- L'identité :

La question identitaire dépasse à proprement parler le nom et le prénom. Il s'agit également de savoir d'où l'on vient, quelle est, en quelque sorte, la « saga » familiale, quand on a la chance d'en avoir une. Or, la famille a changé de physionomie. D'une part, elle est le plus souvent réduite à deux générations. D'autre part, il est maintenant fréquent qu'elle soit recomposée. Dans ces conditions, la transmission générationnelle se fait mal ou pas du tout. Le déracinement, conséquence de la révolution industrielle, puis de la société de services d'aujourd'hui, n'est pas sans effets sur la crise d'identité actuelle. Redonner aux aînés leur place dans la société pourrait y remédier partiellement. Avec l'allongement de la durée de la vie et l'arrivée à l'âge de la retraite d'une génération nombreuse, en relativement bonne forme et disposant pour certains de moyens financiers a généré un regain d'activité du secteur associatif. Pourquoi pas ? Ce n'est certainement pas la panacée, néanmoins, c'est bien à cette génération là qu'il appartient de faire le ciment d'une société qui ne tient plus que par le bas.

- Aimer et d'être aimé :

Déjà évoquée précédemment, la solitude qui caractérise nos contemporains ne participe pas à la satisfaction du besoin d'aimer et d'être aimé. Aux pistes déjà proposées, suggérant la remise en place d'espaces de rencontre et de contact entre jeunes, autres que numériques, on peut en ajouter quelques autres. La libération sexuelle consécutive aux années 60, pour aussi nécessaire qu'elle ait été à l'époque, n'a-t-elle eu que des effets positifs ? La marchandisation qui s'en est inévitablement suivie n'a-t-elle pas lancé le balancier dans l'extrême inverse ? Comment ne pas considérer la femme comme un objet ? On est en effet bien loin de l'amour courtois qui a façonné, au sortir du Moyen Age, les relations entre hommes et femmes, la galanterie, la séduction et la conquête de l'être aimé jusqu'au milieu du siècle dernier. Où est le point d'équilibre ? Probablement quelque part entre les deux ou peut-être, les deux sont-ils simultanément nécessaires, dans un souci de saine complémentarité, pour l'équilibre individuel de chacun. Toujours est-il qu'un peu de poésie serait peut-être salutaire à bien des personnes esseulées.

- Faire partie d'un groupe cohésif :

Ce besoin se décline à tous les niveaux de la société, du groupe d'amis à l'entité nationale ou supranationale, en passant par l'entreprise, l'association, etc. « L'Homme est un animal social », disait Aristote. Dans la société d'aujourd'hui, il est devenu un animal économique, consommateur au premier chef, producteur jetable en second lieu.

L'entreprise est donc de moins en moins un lieu d'épanouissement individuel, comme en témoigne la récente vague de suicides à France Télécom.

La Nation souffre, pour sa part, d'une lobotomie organisée, qui prive les jeunes gens de l'enseignement sur leurs racines nationales : surtout, ne pas leur dire les idéaux de la Révolution Française, encore moins les conquêtes sociales du XIX<sup>e</sup> siècle, arrachées par des ouvriers instruits à l'école de Jules Ferry ! Supposez qu'ils se servent de leur instruction pour refaire la même chose ! On a abondamment raillé « nos ancêtres, les Gaulois ». Certes, mais à tout prendre, au moins, il y avait une sorte de filiation organisée, qui débouchait sur une identité nationale. On dira que cette filiation a également débouché sur le nationalisme, qui a généré les tragédies européennes du XX<sup>e</sup> siècle, et c'est vrai. Néanmoins, il est bon de savoir comment notre civilisation s'est polie au fil des siècles, en dents de scie il est vrai, avec ses pages sombres et ses pages de lumière, mais toujours à la recherche de l'idéal humaniste qui caractérise notre continent. L'histoire, la littérature sont de plus en plus délaissés dans les établissements scolaires. Comment s'étonner, dans ce cadre, d'une crise d'identité nationale ? Cela va-t-il mieux à d'autres niveaux ? Se sent-on plus breton ou européen que français ? Réglons rapidement l'identité européenne : elle n'existe pas. Si les Etats de l'Union, qui ont adopté le traité de Lisbonne par voie parlementaire, organisaient des référendums à ce sujet, il y aurait gros à parier sur la victoire du non.

Alors, on se replie sur la région, surtout si elle bénéficie d'une forte identité culturelle. Il est surprenant de voir, en Bretagne, le succès des fest-noz, qui rassemblent tous les soirs en fin de semaine et en grand nombre, des personnes de tous âges, de toutes conditions, exécutant des danses parfois très compliquées, sans parler du renouveau de la langue, des écoles « diwan », etc.

Docteur, est-ce grave ? Se sentir breton, non. Se sentir de moins en moins français, oui. Ne pas se sentir européen du tout, encore plus. Docteur, cela se soigne-t-il ? Oui, par l'éducation et l'enseignement. Il faut tout simplement dire aux gens, et aux jeunes gens en particulier, le long chemin de maturation qui a conduit à la constitution de la Nation française, et le long chemin, parsemé de drames, parcouru en Europe pour la paix et la prospérité du continent.

Finissons par ce qui marche bien : le milieu associatif, les amis, les communes, etc. Cela a déjà été dit par ailleurs, ce pays ne tient que par le bas, que par le ciment de son tissu relationnel de proximité. Bénis soient les législateurs de juillet 1901 ! Gloire et honneur à eux !

#### 4. Des besoins d'estime :

L'homme a besoin d'être respecté, de se respecter soi-même et de respecter les autres. Il a besoin de s'occuper pour être reconnu, d'avoir une activité valorisante, qu'elle soit dans le domaine du travail, ou dans celui des loisirs. Il a aussi besoin de faire des projets, d'avoir des objectifs, des opinions, des convictions, de pouvoir exprimer ses idées.

- Le respect des autres et de soi-même :

« Respect » est un des mots les plus galvaudés aujourd'hui. Selon le Larousse, de quoi s'agit-il ? « Du latin "respectus", égard ; sentiment qui porte à traiter quelqu'un, quelque chose, avec de grands égards, à ne pas porter atteinte à quelque chose ». Il s'agit donc en premier lieu d'un sentiment. En second lieu, il y a une personne ou une chose qui est l'objet de ce sentiment, qui consiste à lui garantir soit un traitement privilégié, soit l'intégrité. Dans le cas du besoin d'estime, il est clair qu'il s'agit de l'intégrité de la personne, physique et morale.

Or, cette intégrité ne peut être garantie que par rapport à un code moral, qui dit le bien et le mal. En existe-t-il encore aujourd'hui dans notre société ? Le « politiquement correct », mauvaise régurgitation d'une compilation de bons principes, ersatz de morale civique, peut-il en tenir lieu ? Les termes utilisés pour poser la question valent évidemment de réponse. En fait, la marchandisation de toutes choses a créé une nouvelle éthique, dans laquelle le bien consiste à gagner de l'argent, et le mal à n'en point gagner ou à n'en pas gagner assez. Paradoxalement, l'idéal libertaire des années 60, en s'attaquant au carcan des morales d'alors, a fait le lit de l'idéologie déstructurante d'aujourd'hui, visant à mettre en place un « homo economicus ». Ne trouvant plus d'obstacle pour s'opposer à elle, elle s'est imposée sans difficultés notoires, surtout après l'effondrement du seul modèle concurrent en 1989, avec la chute du Mur de Berlin. Malraux a dit : « le XXI<sup>e</sup> siècle sera religieux ou ne sera pas ». Religieux, il l'est ! Y a-t-il aujourd'hui un conflit dans le monde qui ne trouve pas sa source, ou au minimum des motivations dans la religion ? Est-ce bien ce religieux là auquel Malraux faisait allusion ? Sans doute non. Néanmoins, sans retomber dans les excès d'autrefois, ne serait-il finalement pas bon de redonner le nord à une société déboussolée, qu'on l'appelle religion ou morale républicaine, ou, pourquoi pas, tout simplement humanisme ? Alors, on pourra parler efficacement de respect, des autres comme de soi-même, en sachant pertinemment de quoi on parle. Encore faut-il avoir pour cela un minimum de culture, et on est aujourd'hui loin du compte !

- La valorisation par l'activité :

On a déjà abordé cette question précédemment, en examinant le besoin d'appartenance à un groupe cohésif. Le monde du travail souffre. Sans aller jusqu'à dire qu'il n'est plus en mesure de valoriser les individus, ce qui serait excessif, force est de constater qu'il existe de plus en plus de situations difficiles, remettant en cause la valorisation par l'activité. Là encore, c'est la mise en place de « l'homo economicus » qui au centre du problème posé. Cette souffrance ne peut être supportée que s'il existe un système économique parallèle, agissant comme un filet de sécurité pour recueillir provisoirement en son sein des personnes déstabilisées.

Quant à la valorisation par les loisirs, elle est aujourd'hui à la portée du plus grand nombre, mais pas de tous pour autant. En effet, il faut actuellement des moyens économiques pour y accéder. Et si on reparlait du fameux service citoyen ? Ne serait-ce pas un moyen de mettre ces loisirs à la portée de toutes les bourses ?

- La projection de soi dans l'avenir :

Rêver d'être pilote d'avion, ingénieur ou médecin est le propre de tout enfant, voire de tout adolescent. Rêver de gravir l'échelle sociale, de progresser dans son métier, d'entreprendre, est également le propre de tout adulte.

Dans une société en crise, menacée par une catastrophe climatique d'envergure, c'est difficile. Pour se projeter dans l'avenir, il faut la confiance. Celle-ci ne peut être rétablie que si l'on est assuré contre l'échec. C'est l'objectif du système économique alternatif, déjà proposé. La confiance dépend aussi de la mise en place de mesures permettant de limiter, autant que peut se faire, les effets déjà dévastateurs du changement climatique. A cet égard, on sait pertinemment ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Mais une fois encore, les dés sont pipés. Les intérêts économiques interfèrent, soit en proposant des pseudo solutions particulièrement lucratives, comme les solutions technologiques actuellement concoctées aux Etats-Unis d'Amérique, soit en jouant de leur pouvoir pour refuser l'évidence ou poursuivre l'actuel modèle de développement prédateur, avec, parfois, la complicité des gouvernements qu'ils ont contribué à mettre en place. Enfin, le dynamisme n'est plus là et la déresponsabilisation a aggravé cette carence.

Seul, un projet fédérateur d'envergure, à la hauteur du défi spatial lancé par John Fitzgerald Kennedy aux Etasuniens dans les années 60, peut permettre à nouveau la mobilisation des énergies et la projection de soi dans l'avenir. Dans ce domaine, il existe de nombreux et véritables « boulevards », offrant en outre l'avantage de présenter un caractère humaniste évident : la sauvegarde de la planète ; la lutte contre le sous-développement ; etc. Il suffit de choisir, mais surtout, d'une volonté politique... Quant à la volonté populaire, elle, elle existe déjà ! Il suffit de voir ces jeunes gens sacrifier leurs vacances pour s'engager dans des O.N.G. de toutes natures, aller donner de leur personne dans des pays difficiles, avec un dévouement, une abnégation et un enthousiasme exemplaires.

- La liberté d'opinion :

Elle existe. Néanmoins, elle a un préalable : l'instruction. Pour exprimer une opinion, il faut :

- avoir la capacité de discernement, c'est-à-dire disposer d'un minimum de culture permettant d'échapper au « prêt à penser » complaisamment diffusé par les media ;
- avoir les outils de l'expression, écrite et orale.

Or, l'entreprise de crétinisation de la majorité de la population française, maintenant, hélas, quasiment aboutie, la prive de ces capacités minimales. A quoi sert une liberté d'opinion, si c'est pour rabâcher mécaniquement le politiquement correct servant aujourd'hui de pseudo fond culturel ?

En quoi les médias jouent-ils le rôle aujourd'hui des penseurs d'hier ? Avant, on avait Sartre et les autres. Aujourd'hui quels sont nos guides intellectuels ? Quel est notre degré de pensée et de réflexion ? L'école peut-elle jouer encore un rôle si les médias continuent à participer à la célèbre politique du « panem et circenses » ? Au XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait le noble et le curé pour dire au paysan à qui il devait donner son bulletin de vote. En 1848, Louis Napoléon Bonaparte arrive au pouvoir démocratiquement et instaure, dès 1851, le Second Empire ! Et pourtant, en 1848, il a bel et bien été élu ! Certes, ce n'était qu'un suffrage masculin, mais quand même ! En allant plus loin, quitte à être taxé d'hérésie, le vote, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, n'est-il pas un leurre démocratique ? Tocqueville lui-même disait : « laissez les voter ! Le vote confortera notre pouvoir ». En quoi le vote peut-il être « démocratique » si on ne donne pas au citoyen une éducation aux véritables enjeux actuels ? A défaut, on obtient un mouton, malléable aux peurs, aux contre vérités et à la démagogie.

## **Besoins d'estime de soi :**

On peut compter au titre de ces besoins :

- la poursuite de certains apprentissages avec l'implication du goût de l'effort, la connaissance de nouvelles techniques ;
- la conduite d'activités purement désintéressées ;
- la communication avec son entourage et la participation, même modeste, à l'amélioration du monde ;
- la révélation, la découverte de soi-même.

- L'apprentissage :

Ce besoin a déjà été évoqué précédemment, à l'occasion du traitement de besoins situés dans les étages inférieurs de la pyramide de Maslow.

Selon qu'on considère l'individu comme un simple consommateur, doté d'un quotient intellectuel et d'une instruction tout juste suffisants pour comprendre la publicité à la télévision, ou, au contraire, comme un être humain ayant droit à son épanouissement intellectuel, culturel, sportif et artistique, l'éducation diffère fondamentalement. Il ne s'agit pas là de nier la nécessité de préparer les enfants, puis les adolescents, à une entrée réussie dans la vie active, avec le lourd volet de l'insertion professionnelle, si crucial aujourd'hui. Mais il n'y a pas que cela. Il s'agit seulement de donner un bagage minimum permettant :

- de maîtriser correctement les techniques de base, lire, écrire, compter, c'est-à-dire de maîtriser les outils du libre arbitre ;
- de se situer dans le monde et la société dans lesquels on vit ;
- de se situer dans le fil du temps ;
- de garantir une capacité d'évolution et d'adaptation ultérieure ;
- enfin, de donner le goût du sport, de l'art et de la culture.

Si l'on ajoute à cela l'apprentissage de techniques professionnelles initiales permettant une entrée harmonieuse dans la vie active d'une part, et l'impérieuse nécessité, demain encore plus qu'aujourd'hui, d'une formation continue en cours de vie d'autre part, on devrait parvenir à un système d'éducation satisfaisant.

- L'idéalisme :

Les générations actuelles ne sont pas plus dépourvues d'idéalisme que celles d'hier ou d'autrefois. L'environnement démobilisateur prévalant aujourd'hui conduit seulement à la résignation : « on a tout essayé » ! Pour celles et ceux qui auraient encore des velléités, il y a le politiquement correct aseptisé et soigneusement contrôlé ou la tentation de la révolte, avec ses inévitables dérives. Il est frappant de voir, en France notamment, le taux de participation aux élections, le taux de syndicalisation ou le nombre de militants politiques, témoins d'un dangereux désenchantement.

A cela, deux remèdes semblent possibles. D'abord, le retour en démocratie, l'abolition de l'oligarchie ; rendre le pouvoir aux citoyens réhabiliterait la politique, aujourd'hui en mal de crédibilité. Ensuite, si on reparlait de ce fameux service citoyen ? Ne serait-il pas à même de canaliser les énergies dans des buts simultanément utilitaires et humanitaires ?

- La découverte de soi-même :

Nous voici à l'ultime étage de la pyramide. Il s'agit là d'un besoin d'essence philosophique, un des plus humanistes qui soient. Le traiter revient à poser des questions existentielles sur la nature humaine. Y répondre conduit tout naturellement à trancher dans l'ensemble du débat précédent. Un humaniste, conscient des potentialités de tout être humain, à commencer par les siennes propres, sera enclin à exploiter le meilleur et à brider le pire. Tout est dit, et c'est tout un programme.

\* \* \*

\*

On l'aura compris au fil des lignes, les auteurs de cet essai n'ont pas beaucoup de sympathie pour le monde, essentiellement subordonné au lucre, dans lequel ils évoluent. Au moins auront-ils satisfait tout à loisir l'un des besoins précédemment analysés, leur besoin d'idéalisme.

Mais cet essai serait vain s'il n'était qu'un défouloir. Il s'agit en fait d'une invitation à l'action militante. Ayant l'humanisme pour fil conducteur, cette action suppose que chacun, à la place qu'il occupe, sache s'élever contre l'avènement insidieux, par petites touches, d'un monde de moins en moins fraternel, de moins en moins solidaire, bref, en un mot, de plus en plus barbare. L'histoire nous enseigne qu'il existe des cycles. Nous sommes en route vers le point bas d'un cycle, dont l'abscisse serait le temps et l'ordonnée une mesure du degré d'humanisme caractérisant la société. Nous ne pouvons donc que remonter un jour ou l'autre, et nous voulons être, modestement, parmi les artisans de cette remontée. Puissent nos lecteurs se joindre à nous et participer à cette œuvre collective. Ce serait notre plus beau remerciement.